

Communiqué de presse

16 mai 2023

Revendications syndicales étendues pour un oui à l'«accord-cadre 2.0»

Il est temps que l'économie suisse se réveille

- Le départ de la secrétaire d'État Livia Leu en tant que négociatrice en chef de la Suisse avec l'UE devrait être un **signal d'alarme** pour tous ceux qui souhaitent des négociations sur un pied d'égalité. Avec l'exit de Livia Leu, c'est «l'écharde dans la chair» du Département des affaires étrangères du conseiller fédéral Ignazio Cassis qui disparaît.
- À présent, **les partisans de l'UE en Suisse flairent la bonne occasion** et spéculent sur un successeur favorable à l'UE qui avaliserait sans broncher même les éléments controversés comme la soumission à la Cour de justice de l'Union européenne et la reprise dynamique du droit sans opting out équitable.
- **autonomiesuisse appelle les décideurs** politiques, sociaux et surtout économiques à sortir enfin de leur torpeur.
- **L'économie suisse se tire une balle dans le pied** si elle appuie une «conclusion rapide de l'accord». Pour profiter d'un accès potentiellement plus aisé au marché européen à court terme, elle se priverait de ses atouts clés dans la **concurrence mondiale**.
- Un **document secret** rendu public par le «Nebelspalter» le corrobore: les **syndicats** n'approuveront l'«accord-cadre 2.0» que s'ils obtiennent, en contrepartie, une obligation de CCT et des salaires minimaux à l'échelle suisse.
- Ces revendications syndicales marquent **la fin du partenariat social éprouvé et du marché du travail libéral et flexible**, qui constituaient jusqu'ici un argument clé en faveur de la place industrielle suisse.
- **Les lésés** ne seraient pas les groupes internationaux, mais principalement les PME ainsi que les travailleurs en Suisse – **la société entière**, en somme. Avec une solution à tout prix, **tout le monde est perdant**.

Le départ de Livia Leu – un signal d’alarme

Tandis que le conseiller fédéral Ignazio Cassis a eu le réflexe de miser sur le principe de l’espoir lors des discussions exploratoires avec l’UE, la secrétaire d’État Livia Leu a toujours rapporté des faits: aucun progrès n’est envisageable sur les questions pertinentes pour la Suisse. Cette conduite incommode ne semble plus être tolérée au sein du Département fédéral des affaires étrangères, raison pour laquelle Livia Leu quitte son poste au bout d’à peine de trois ans et aspire à devenir ambassadrice en Allemagne.

Par conséquent, toutes les concessions qui avaient fait capoter l’accord-cadre institutionnel il y a trois ans sont à nouveau à portée de main pour les partisans de l’UE en Suisse. Pour **autonomiesuisse**, une reprise dynamique du droit européen n’est envisageable que si la Suisse bénéficie d’un opting out équitable en cas de votation populaire et d’un règlement des litiges en présence d’un tribunal arbitral indépendant. La Suisse ne devrait pas se laisser tenter par un acte précipité en cédant à la pression, car celui-ci pourrait se révéler être une balle dans le dos.

Les syndicats misent sur le «tout ou rien»

Contrairement au naufrage de l’accord-cadre en 2020, un revirement d’opinion semble avoir eu lieu auprès des syndicats, habituellement intraitables. Selon le «Nebelspalter», on en connaît à présent les raisons. En contrepartie de leur flexibilité, les syndicats exigent de larges concessions de la part des employeurs. L’Union syndicale suisse (USS) et l’organisation faïtière des syndicats Travail Suisse ont présenté un catalogue de revendications à l’intention du Secrétariat d’État à l’économie (Seco), de l’Union patronale suisse (UPS) et de l’Union suisse des arts et métiers (USAM).

Fin du partenariat social et du marché du travail libéral?

Dans les faits, le partenariat social volontaire serait remplacé par l’obligation de conclure des conventions collectives de travail (CCT) et l’adhésion obligatoire aux syndicats. Les syndicats pourraient, pour ainsi dire, compenser le problème de la raréfaction des membres par des paiements obligatoires. Le prix à payer pour l’économie suisse serait cependant élevé: cela signifierait pratiquement la fin du marché du travail flexible et libéral – un atout permettant au pays de rester compétitif au niveau international. Un pilier essentiel de la place industrielle suisse serait amputé sans raison.

Ceux qui en souffriraient le plus ne seraient cependant pas les entreprises multinationales, mais les PME suisses et la population résidente – en l’occurrence, la société. Cette évolution pourrait en effet provoquer une chute des emplois et des places de formation et une perte de prospérité.

autonomiesuisse met les choses au clair: même après le départ de Livia Leu, il n'y a aucune urgence pour le Conseil fédéral d'aspirer à un «accord précipité» avec l'UE. Pour l'économie suisse, plutôt qu'un accord-cadre 2.0 avec l'UE, il est beaucoup plus important de définir des conditions cadres nationales compétitives qui, à l'avenir également, continueront à soutenir le modèle de réussite suisse à l'échelle mondiale.

autonomiesuisse – une initiative de l'économie suisse

autonomiesuisse est une initiative de grande envergure soutenue par des entrepreneurs suisses et des personnalités de l'économie du centre. Elle s'engage en faveur d'une collaboration économique partenariale avec les pays de l'UE, mais également du monde entier. Son indépendance politique assure à la Suisse d'excellentes conditions cadres au niveau de l'économie et de la société. Le modèle de réussite suisse qui en découle doit rester viable à l'avenir également.

autonomiesuisse compte plus de 750 membres. Rejoignez-nous sur autonomiesuisse.ch/fr/participez pour contribuer à une Suisse ouverte au monde, performante et libre.

Contact

Le comité de direction de la coprésidence d'**autonomiesuisse** se tient à votre disposition pour tous renseignements concernant l'accord-cadre Suisse-UE du point de vue économique et entrepreneurial.

Hans-Jörg Bertschi

+41 79 330 50 72

hans-joerg.bertschi@bertschi.com

Giorgio Behr

+41 79 430 44 21

giorgio@behr.ch

Alexandra Janssen

+41 79 725 95 26

alexandra.janssen@ecofin.ch

Hans-Peter Zehnder

+41 79 330 58 08

hans-peter.zehnder@zehndergroup.com

Réseaux sociaux

